GUÉRILLA

Les idées doivent redevenir dangereuses...

N° 1
Mensuel

Mai 1989
15 Francs



Guérilla
BP 631-04
75160 PARIS CEDEX 04

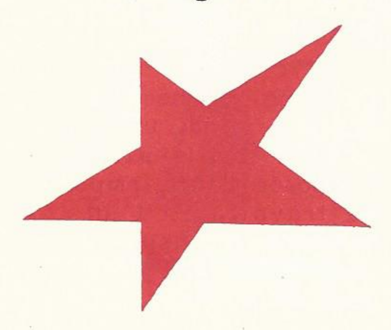
Abonnement :
100 F pour un an
Chèque bancaire à l'ordre de Ph. Godard

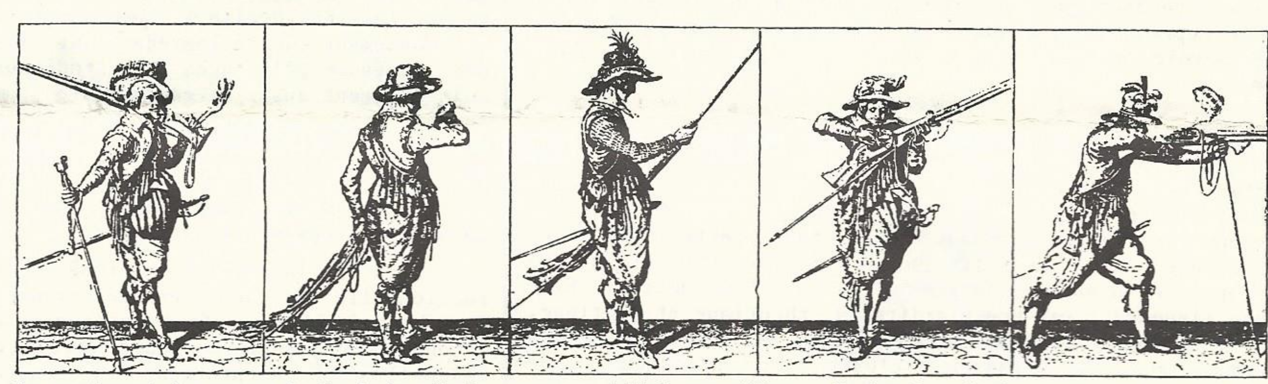


Directeur et responsable de la publication : Philippe Godard
Dépôt légal : 89/0211
Imprimeur : EDIT 71
22, rue d'Annam,
75020 PARIS



Au-delà d'une exploitation militaire, d'une mystification religieuse et d'un détournement capitaliste, nul ne saurait retrouver désormais le sens de la richesse, ce qu'elle annonce d'explosif, de prodigue et de débordant, s'il n'était la splendeur des haillons et le sombre défi de l'indifférence. Si l'on veut, finalement, le mensonge voue l'exubérance de la vie à la révolte.
Georges Bataille





Le maniement du mousquet; d'après la suite de gravures en taille-douce publiées par l'artiste flamand Gheyn (1565-1615?) sous le titre de « *Maniement d'armes* » en 1608.

DEPASSER LA POLITIQUE : LA POLITIQUE DU DEPASSEMENT

par Philippe Godard

Alors que de tous côtés les guerres, idéologique, économique ou militaire, font rage, le dépassement du réel semble de plus en plus utopique... au sens d'"impossible". Pourtant, quelques révolutionnaires avisés ont affirmé, en leur temps, qu'il relevait du domaine politique de faire entendre raison aux idéologues, économistes et militaires, personnages bornés, éminemment belliqueux et inconscients, donc dangereux !

Mais si la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, si l'idéologie est la dictature de l'objectivité par l'assujettissement des hommes, si l'économie est le règne de la nécessité, il faut bien en tirer toutes les leçons : la politique des politiciens a perdu la partie ! Elle ne peut plus prétendre à un meilleur rôle que celui de gérer l'économique, l'idéologique et le militaire...

Illusion d'une victoire, aveu d'un échec

Le stade suprême de la politique serait l'intervention incessante et omniprésente du pouvoir politique dans la vie de chacun, tant matérielle que culturelle ou spirituelle. "Tout est politique", entend-on au Café du commerce. Vrai ou faux, ce "politisme" révèle un consensus achevé au sein d'une société pacifiée. En effet, il ne signifie rien d'autre qu'un corps social innervé, intégré, impuissant, complètement dépossédé par la classe politique de ses prérogatives. Il n'y a plus d'espaces de "liberté" qui échappent au contrôle politique. Le pouvoir, l'Etat ou quelque autre monstre s'est insinué partout, et partout a assis sa domination sans partage.

Mais par-delà cette aberration entretenue par la politique spectacle, les contradictions restent criantes. Les antagonismes de classes (dominée/dominante) persistent. Or, cette politique qui a pu dégénérer en "politisme" n'est rien d'autre qu'une politique de pacification, visant à assurer une gestion "tranquille" du pouvoir. Son apparente victoire n'intervient qu'au moment où elle s'est vidée de tout son contenu, de toute sa capacité d'orienter le sens de l'histoire. Elle a triomphé en abdiquant, en renonçant à la possibilité de changer, ne serait-ce qu'un peu, le monde.

Critique de la politique

La politique aurait dû rester critique par rapport au pouvoir établi. Las ! Elle est devenue sa plus fidèle alliée. Loin de se comprendre comme un mode d'action libérateur, à tout le moins transformateur, permettant aux individus et à la classe dominés de reprendre en main leur destin, la politique s'est ossifiée dans les agissements politiciens d'une caste, perpétuant ainsi l'aliénation, l'exploitation et les conservatismes. Une "politique" dévoyée, putain plutôt que maîtresse du pouvoir...

Cette politique distillée dans les instituts d'études "politiques", propagée à travers de creux discours, peuplés de fatras étymologiques et idéologiques, pratiquée par des hommes politiques nauséeux, cette politique-là n'est que gestion de l'ordre, puisque la remise en cause de la nature du pouvoir n'y intervient jamais.

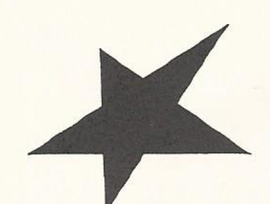
Une critique du pouvoir ne peut être qu'une critique du possible

Le discours politique "traditionnel" exprime ce que la société peut faire, mais dans cette expression, le permis s'oppose absolument au possible. Telle est bien la caractéristique du discours politique dominant, y compris dans les cercles dits d'extrême-gauche ou révolutionnaires, qui participent au consensus du réalisme. La politique communiste sera au contraire la concrétisation du possible devenu à la fois permis et nécessaire. Permis au sens où le développement d'une stratégie cohérente et "juste" permettra pratiquement le bouleversement, tant matériellement qu'utopiquement (idéologiquement, diraient ceux qui n'ont pas compris ce qu'est une utopie par rapport à une idéologie, qui n'ont donc rien compris à la révolution). Nécessaire car la prise de conscience aura montré sans équivoque la nécessité de détruire l'ordre établi et le mode de production capitaliste pour en finir avec l'aliénation et l'exploitation.

Pour nous, la politique ne peut se mener en dehors des circonstances qui déterminent l'action politique comme un mode pratique de combat contre l'exploitation et l'aliénation, pratique totale et non séparée, globale donc authentiquement révolutionnaire.

Il n'y a que deux politiques : celle de la bourgeoisie et celle du prolétariat. On ne peut choisir d'autre camp que l'un de ces deux-là. La politique du "sujet révolutionnaire", de glorification de celui qui se révolte, se situait à un moment dialectique critique, celui de la redécouverte du rapport entre individu et collectivité. La poursuivre aujourd'hui, c'est faire le jeu de la bourgeoisie. Car le "sujet révolutionnaire" s'inscrit en plein dans les cadres du principe d'individualisation et de négation du rôle politique révolutionnaire du mouvement collectif de la lutte des classes. Dans ces cadres qu'il s'agit de briser !

La politique est un moyen. Elle n'est en aucun cas une fin en soi. Prendre le pouvoir, bien sûr, mais pour abolir l'oppression économique, sociale, idéologique, culturelle... Prendre le pouvoir pour s'en libérer. Prendre le pouvoir pour aller au-delà de l'actuel possible, c'est-à-dire redéfinir le possible en lui ouvrant l'horizon. Finalement, le vrai triomphe de la politique, puisque tout deviendra enfin authentiquement révolutionnaire : lutte de chaque instant contre l'aliénation !



DEPASSER LA POLITIQUE : LA POLITIQUE DU DEPASSEMENT

Suite de la p. 1

Dépasser le réel, retrouver la politique

Faire de la politique consiste à dépasser les idées, philosophies et idéologies politiques pour ancrer notre action dans le présent, afin de transformer le réel, de le dépasser. Ceci dit, le réel comme son dépassement sont des processus complètement dialectiques où la dialectique utopie/pouvoir est fondamentale mais où les dialectiques passé/présent et présent/futur le sont tout autant. Car, s'il s'agit de tirer les leçons de l'histoire passée sans oublier cependant que la vision que l'on a du présent influe sur la représentation que l'on se donne du passé, il faut aussi savoir anticiper : ce que l'on veut voir le futur devenir.

La volonté est ici prépondérante, non pas comme idéalisation du processus révolutionnaire concret vers un activisme volontariste. Idéalisation qui serait en fait une excuse à priori d'un probable échec, donc une excuse mystificatrice : la bonne conscience du "nous avons tout tenté mais nous avons échoué". Non. La politique est la volonté révolutionnaire qui se donne les moyens de son effectuation. Elle est une rigueur(et pas une rigidité !), théorique et pratique. On ne peut vouloir faire la révolution et s'adonner à des compromissions. Se dépasser, c'est être rigoureux avec soi-même. Savoir exactement ce que l'on veut. Peu de révolutionnaires à l'heure actuelle en France pratiquent cette rigueur, à l'inverse de nombreux révolutionnaires du "tiers monde". Pourtant, ici comme là-bas, la politique ne peut plus être que révolutionnaire.

Pour une dialectique du surhomme : la politique du dépassement

Il ne suffit pas de proclamer l'exigence du dépassement dialectique du réel pour transformer le présent et vivre un futur libéré ! Le dépassement réclame une théorie, souvent esquissée à l'échelle individuelle, mais jamais reliée à une pratique collective du dépassement. Le dépassement pour soi-même revient au surhomme nietzschéen. C'est sans aucun doute une très mauvaise voie pour transformer le réel, transformation qui ne peut être que collective. Mais l'activisme révolutionnaire sans conscience de la nécessité d'un dépassement est tout aussi illusoire. Le dépassement révolutionnaire réclame donc une articulation entre deux méthodes qui ont chacune montré leur valeur et leurs limites, sans jamais savoir se compléter : une combinaison dialectique du projet révolutionnaire marxiste, global et collectif, et du projet nietzschéen. La politique doit être dépassée pour être retrouvée. Et ce dépassement relève lui aussi d'une stratégie politique collective et individuelle à la fois.

La fin de l'aliénation est le dépassement de la politique qui ne peut se concevoir sans une politique du dépassement. La révolution elle-même ne peut être qu'un perpétuel dépassement. La révolution ne peut s'arrêter. Elle ne peut être une date. Elle est toujours remise en question car la révolution est la remise en question permanente. Il ne saurait y avoir d'instauration du communisme. Ce serait nier le jeu politique au profit d'une variante "rouge" de la paix perpétuelle kantienne.

Nous devrons donc perpétuellement vivre dans la lutte révolutionnaire la plus acharnée. Car c'est seulement par la révolution, par le dépassement de la politique et la politique du dépassement, que nous serons à même, chaque jour, de conquérir le monopole de l'emploi de notre vie Nous ne nous satisferons jamais de rien sans vouloir mieux !

Une pratique révolutionnaire

La politique du dépassement n'est pas une "métapolitique", une politique de la politique, comme il existe un métalangage, langage sur le langage, ou une métaphilosophie... La métaphilosophie est la mort de la philosophie, le métalangage la mort du langage. Ils sont le triomphe de la mort et du système clos sur le vivant et le jeu de l'utopie. Au contraire, la politique du dépassement est la politique retrouvée, c'est-à-dire qui transforme les rapports de classe et le mode de production. C'est la vie quotidienne réappropriée, la réalité sans l'aliénation. "Faire de la politique", c'est avoir une pratique qui œuvre au dépassement du mode de production capitaliste, omniprésent sur la planète. A la transformation des rapports de classes. Face à cela, ceux qui se montrent incapables de franchir le Rubicon de leur passivité végètent en deçà des nécessités.

Notre première hérésie est et a toujours été de sortir de nos laboratoires d'expérimentation théorique, après avoir brisé nos cornues idéologiques et nos serpentins philosophiques. Nous affrontons le monde, bien trop réel pour ne pas le combattre !

Philippe GODARD

DIEU, QUE CETTE GREVE FUT JOLIE !

Il est inepte de traiter les grèves qui ont marqué la fin de l'année 1988 de rétrogrades parce que antipolitiques et antisyndicales.

C'est justement parce que ces mouvements furent (et encore, seulement dans une certaine mesure...) antipolitiques et antisyndicaux, aux sens traditionnels de ces termes, qu'ils furent intéressants et progressistes (dialectiquement parlant). Seuls les adeptes du réalisme du consensus, qui va de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, peuvent qualifier ces mouvements de rétrogrades. Car ils ne sont jamais sortis des schémas politiques et syndicaux consensuels, schémas qui intègrent aussi la contestation, mais la "bonne" contestaton, celle qui se déroule selon certaines normes. Des normes où, finalement, les idéologies savent retrouver leurs petits et compter leurs ouailles.

Nous qui n'avons pas grand-chose à voir avec les idéologies nous aimons ces mouvements !

Certes, ni la révolution ni même la grève générale insurrectionnelle ne sont encore avancées comme perspective. Et alors ? Il nous faut envisager avec les grévistes les façons de dépasser le cadre étroit des revendications dans lesquelles ils s'enferment en général, en montrant à ce mouvement ce dont il est essentiellement porteur, c'est-à-dire d'une tentative maladroite et assez mal orientée de dépassement de la morne norme quotidienne. Tout en proposant de possibles axes de lutte. Voilà une tâche à mener à bien.

Entendons-nous : nous ne prenons pas nos désirs pour des réalités. Nous affirmons seulement que le malaise salarial et la baisse du pouvoir d'achat ne sont plus les seules préoccupations des grévistes, et il s'en faut de beaucoup. D'ailleurs, le gouvernement et les médias ne s'y sont pas trompés, qui ne nous parlèrent que de problèmes de rémunération, alors que les cahiers de doléances étaient un peu plus chargés... Tout ce qui concernait la privatisation des services publics et les questions, ô combien ambiguës ! de statut, fut passé sous silence. Alors que c'est là la vraie cassure et le terrain où nous pouvons lancer des idées, propager un discours différent.

En ce qui concerne le statut, les infirmières, qui ne le liaient pas directement à une augmentation de salaire puisque les deux revendications furent avancées, prouvèrent qu'elles sentaient confusément que les rapports sociaux tels qu'ils sont actuellement vécus sont insatisfaisants. A nous de dévoiler en quoi ils sont aliénants, étant monétarisés et réifiés. Le statut des infirmières fut pour elles une tentative de sortir du cadre strict de la monétarisation. De plus, les revendications non salariales sont authentiquement subversives puisqu'elles échappent à la rationalité économique, rationalité forcément capitaliste, rationalité que le projet révolutionnaire veut dépasser. Voilà sans doute un "progrès". Encore faut-il l'expliciter pour orienter toujours plus les mouvements sociaux vers une radicalisation, c'est-à-dire vers une expression globale, étendue à l'ensemble de la société et de la vie quotidienne, des revendications.



GREVE COLLECTIVE MAIS... INVISIBLE !

A l'atelier de réparations de la RATP St-Ouen, la grève est restée presque invisible

Seul un tableau noir à l'entrée annonçait les prochaines réunions du personnel, mais les bâtiments ne portaient pas de banderoles et les ouvriers avaient tous l'air de salariés normaux : au travail !

Pourtant, le mouvement de décembre 1988 a paralysé quatre puis six des treize lignes du métro parisien, malgré que la plupart des employés de l'atelier de Saint-Ouen n'étaient pas en grève. Du moins officiellement. Ils laissèrent ce soin à un petit groupe d'ouvriers appartenant en majorité à l'atelier de petites réparations : leurs arrêts de travail suffirent à maintenir la production, c'est-à-dire à perturber gravement le rythme de sortie des rames...

Les ouvriers de cette "avant-garde" n'en sont pas devenus pour autant des "héros", car cette grève est restée collective. La solidarité a été organisée dès le début du conflit : 20 francs par jour et par personne. Grâce à cela, les grévistes touchèrent régulièrement un petit salaire qui leur permit de poursuivre sans dommages le mouvement. 20 francs par jour, cela revient à 400 francs par mois : le coût d'un seul jour de grève en temps "normal" !

Le décompte officiel du nombre de grévistes fut donc bien artificiel. Rares furent les ouvriers absents de leur poste de travail, mais tous pourtant se dirent en grève. Leur solidarité l'a bien prouvé. Alors, mouvement corporatiste... ou mouvement collectif ? Collectif et intelligent !

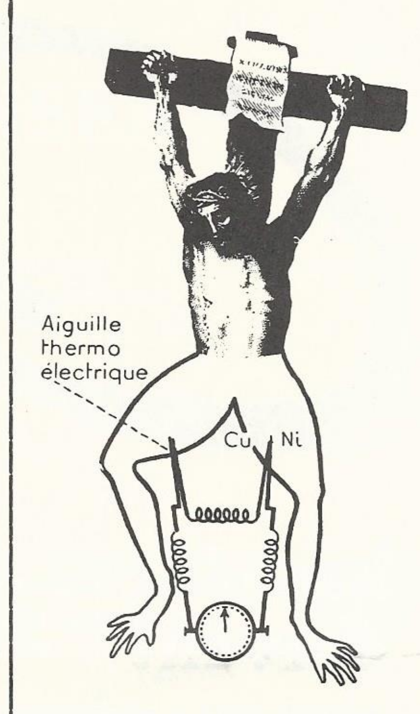


Fig. 16. — Chaleur dégagée par la contraction musculaire.

IL N'Y A PAS D'"USAGERS" DU METRO

Vous en connaissez, vous, des usagers du métro ? Qui peut prétendre l'être ? A part quelques touristes ou quelques individus en errance métropolitaine, je ne vois pour ma part que des travailleurs se rendant sur leur lieu de travail au moyen de ce mode de transport.

Quand des termes en viennent à cacher une telle réalité, une telle banalité, il faut les dénoncer. Ce n'est pas tomber dans le discours linguistique stérile que d'affirmer qu'il n'y a de transport pour les quelques millions d'usagers quotidiens du métro que vers leur lieu de travail... et d'exploitation !

A partir de cette constatation, il serait sans doute facile de mettre en avant l'idée que, la grève des agents du métro ayant pour conséquence d'allonger le temps de transport des travailleurs de Paris, ceux-ci devraient demander que la durée de leur journée de travail soit réduite d'autant...

Car une journée de travail, c'est une journée d'aliénation, composée d'un temps de travail, et d'un temps de transport, donc une **journée volée** !

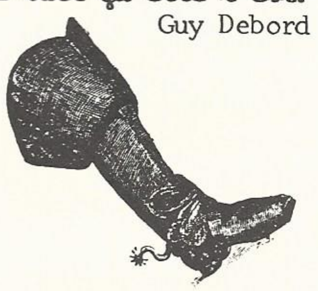
Le capitalisme en un sens est un abandon sans réserve à la *chose*, mais insouciant des conséquences et ne voyant rien au-delà.

Georges Bataille

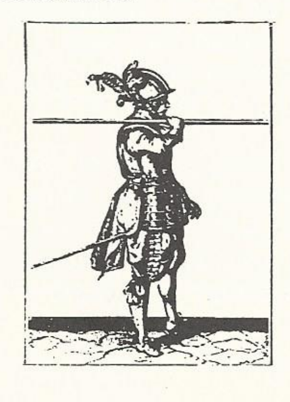


La théorie révolutionnaire est maintenant ennemie de toute idéologie révolutionnaire, *et elle sait qu'elle l'est.*

Guy Debord



Chaque numéro de **Guérilla** sera centré autour d'un thème. Pour le numéro 1, c'est donc la politique, envisagée théoriquement (la politique du dépassement et le discours du consensus) et pratiquement (les grèves de la RATP et de Rufa, qui sont des dépassements de la "grève-normale-en-pays-capitaliste-à-la-fin-du-XXe-siècle"). Le numéro 2 tournera autour des "utopies" économiques. Celle que voudrait le capitalisme actuel, qui est le triomphe de la marchandise comme accomplissement de l'homme et comme contrepartie à la survie misérable qu'il impose aux trois quarts de l'humanité. Mais aussi celle qui s'y oppose, et que Marx a représentée le premier : sortir de l'économie.



CINQ MOIS DE GREVE CHEZ RUFA



Le 14 novembre 1988, les employés de l'entreprise Rufa, à Caen, entamaient une grève dont la durée et la radicalité sont l'expression d'une détermination solide des grévistes. Entreprise de bâtiment, filiale de Fougerolle, Rufa emploie 350 personnes. Les grévistes réclamèrent au départ : le 13e mois, la revalorisation des frais de déplacement, une amélioration des conditions de travail, d'hébergement, d'hygiène et de sécurité, la réintégration d'un délégué CGT et le paiement des journées de grève.

Le 13e mois est une revendication déjà ancienne. Les agents de maîtrise et l'encadrement de Rufa en bénéficient déjà, ainsi que tous les employés du groupe Fougerolle. Cette revendication était donc, selon les grévistes eux-mêmes, minime et facile à satisfaire.

Les non syndiqués à la pointe du combat

Le 7 mars, des travailleurs non syndiqués de Rufa et de l'agglomération caennaise ont distribué le tract suivant, qui révèle bien les enjeux du conflit :

Plus de 110 jours de grève (4e mois !) Toutes les tentatives de négociation ont eu lieu sans résultat réel sur les revendications. Lors de l'occupation de. la permanence de Mexandeau, le PS a proposé une rencontre avec le directeur de cabinet du ministre du Travail le 27 février.

Rien de positif n'est sorti de cette rencontre où CGT, CFDT et non syndiqués étaient présents. Seule proposition du PS : la nomination d'un médiateur à compter du 6 mars. Par contre, le 28 février, les grévistes recevaient des lettres de licenciement. Une assemblée générale des grévistes a eu lieu le mardi 28 février; la décision de mener des actions plus dures était prise. La seule façon pour les grévistes de tenir face à la répression, face aux intimidations de toutes sortes, était et est de RESISTER et de CONTINUER A AGIR.

Le patronat et le gouvernement sont les seuls responsables du blocage de la situation actuelle !

INTOXICATION DE LA PART DES MEDIAS !!!

La presse écrite, la télé se font l'écho du patronat et du gouvernement. Lors de l'occupation des bureaux de Rufa jeudi 2 mars par les grévistes, les syndicats et des travailleurs non syndiqués, les médias ont parlé d'affrontements violents, de séquestration des cadres, ce qui est totalement faux

Mensonges, calomnies, criminalisation, dépolitisation... Les médias tentent ainsi de faire passer les grévistes et ceux qui les soutiennent (les fameux "extérieurs") comme de vulgaires casseurs, des délinquants.

Par contre, les médias font le silence sur la détermination et l'engagement des travailleurs non syndiqués.

Non syndiqués parce que nous refusons d'appartenir aux structures syndicales traditionnelles pour leur manque de combativité face au patronat et au gouvernement et à cause de leurs éternelles divisions, leurs éternelles querelles de boutique. LA DIRECTION DU TRAVAIL EST RESPONSABLE DES CONDITIONS DE TRAVAIL CATASTROPHIQUES EXISTANT CHEZ RUFA.

Le silence et l'absence de position de la direction du Travail et de la médecine du travail les rangent aux côtés du patronat. Pour les travailleurs, ces administrations ne s'attaquent pas aux véritables problèmes de sécurité et d'hygiène. Leur rôle s'arrête souvent aux petites infractions; elles n'apparaissent réellement que lors d'accidents très graves, trop tard. Chez Rufa, le matériel est mal entretenu, certaines grues ont plus de 25 ans; le seul entretien c'est la peinture qui cache la misère. Si les médias employaient autant de force lors des assassinats de travailleurs victimes des conditions de travail (plus de 1000 morts en 1988 dont 253 dans le bâtiment) qu'ils le font lorsqu'un flic ou un cadre se prend un coup de poing ou est égratigné, la presse en serait remplie. Les conditions de travail seraient améliorées ! Que le pouvoir, que les patrons se méfient. A force de tirer sur la corde, elle risque de casser.

TRAVAILLEURS NON SYNDIQUES, IL FAUT NOUS REGROUPER ET NOUS ORGANISER POUR LUTTER ENSEMBLE.

Nous, travailleurs non syndiqués, appellons les autres travailleurs ayant envie de changer cette situation, à s'organiser, à se rassembler et à se coordonner; nous ne serons pas les éternels trompés ! Les étonnés de tout, de rien, les individualistes, les égoïstes, les bourgeois, leur attentisme, leur égoïsme sont les forgerons d'une radicalisation politique. Ils croient vaincre les travailleurs en refusant de lâcher sur les revendications après plusieurs mois de grève. Mais ils n'auront rien gagné sinon d'avoir créé de nouvelles formes de luttes à venir, plus dures, plus politiques, plus déterminées.

Camarades, ensemble nous devons agir.

Un conflit dur

Un certain niveau d'affrontement a toujours été maintenu : piquets de grève, pneus de divers véhicules de l'entreprise crevés, vitres brisées, un local pillé, intervention des forces de l'ordre, occupations de divers locaux. Des collectes de soutien ont eu lieu, notamment au péage de l'autoroute et devant les supermarchés caennais. Elles ont permis de recueillir environ 300 000 F en quatre mois, ce qui montre que la solidarité financière extérieure n'a pas été un vain mot. Ces collectes ont été prises en charge par les non syndiqués, des travailleurs solidaires de Caen et des militants de la CNT.

Les grévistes ont été surpris de l'incompréhension que rencontrait leur action dans les médias, qui s'est muée en hostilité pure et simple. En effet, leur conflit a toujours été présenté comme l'œuvre de casseurs, ce qui permettait de passer sous silence les côtés sociaux et politiques, au profit de l'état du flic qui a été transporté à l'hôpital ou du montant des dégâts causés ici ou là.



Une critique en actes

La critique de la politique révisionniste est une critique en actes. C'est à l'évidence de la plus haute importance. Cela se concrétise dans l'organisation hors des structures syndicales, dans l'affrontement avec les forces de répression et à travers des discussions très animées avec les syndicalistes présents sur le conflit.

Par rapport à la criminalisation du conflit, la CGT a une explication miracle et systématique : "La violence est le fruit des provocations patronales." Par cette position politicienne, la CGT remplit bien son rôle de laquais du PCF. Elle a tout fait pour emmener le conflit jusqu'aux élections municipales en proposant des actions puis en poussant les non syndiqués en avant au moment de la mise en pratique des décisions. Son explication de la violence lui permet de se dédouaner par rapport au pouvoir (patronat, justice, médias tout autant que pouvoir politique) sans perdre la face par rapport aux grévistes. Conception complètement politicarde de magouilleurs expérimentés, qui en outre permet de rejeter toute idée d'escalade dans l'affrontement avec un patron réactionnaire.



La bêtise de la CFDT éclate dans ce tract du 16 mars où elle réussit ce tour de force de soutenir à la fois les grévistes et les non-grévistes !

"Pour le syndicat CFDT de la Construction bois, les revendications pour le 13e mois, de meilleurs salaires, des conditions de travail décentes sont toujours à l'ordre du jour. Pourtant il ne peut rejeter ou oublier ceux qui, au bout de quatre mois de lutte n'en peuvent plus et sont obligés d'arrêter la grève. Leur décision est, elle aussi, tout à fait respectable et la CFDT continuera à leur apporter son soutien comme elle l'a fait depuis le début du conflit.

"La CFDT continue d'apporter son soutien moral et financier aux grévistes; avec eux, en assemblée générale, elle déterminera la conduite à tenir pour les jours qui viennent."

On apprécie le côté "moral" du soutien...

Le 30 janvier, Gilles Perrault, le célèbre romancier proche de Juquin, s'était joint à la CFDT dans son "soutien" aux ouvriers de Rufa. G. Perrault nous causait de "lutte pour la dignité". La bêtise de cette formule est remarquable. Les grévistes de Rufa n'ont pas lutté pour leur dignité : ils ont acquis leur dignité dans la lutte ! Ce qui est tout différent. La CFDT, G. Perrault, l'UTCL et même la CNT[1], tous nous parlent de dignité. L'idéologie des droits de l'homme trouve là un terrain d'expression. Il est vrai qu'il s'agit de "nos-pauvres-à-nous", les ouvriers du bâtiment ! "Lutter pour la dignité", cela doit se lire comme : "Gagner la dignité afin de ne plus avoir à lutter." Mais pour nous, la dignité est une façon de se comporter, qu'il est vrai la CFDT, l'UTCL et G. Perrault ont perdu de vue.

1. Qui n'a pas dû mesurer le sens du mot "dignité" sinon elle ne se serait pas fourvoyée dans ce marais humaniste, elle qui a plutôt parlé de lutte de classe durant ce conflit.

Rufa : suite

Médias = aliénation

Le rôle des médias est décisif à analyser. L'articulation exploitation/aliénation est à considérer de façon moins dogmatique que trop de révolutionnaires continuent à le faire jusqu'à présent. Les grévistes eux-mêmes jugent important le rôle des médias.

Car l'exploitation économique et la répression policière ne sont pas les seules armes aux mains du pouvoir. L'aliénation n'est pas un concept idéaliste : elle existe bel et bien et les médias en constituent le fer de lance. Mais la déviation idéaliste survient à partir du moment où on considère l'aliénation comme première par rapport à l'exploitation. Cela débouche sur la thèse du sujet révolutionnaire qui est celui qui se révolte contre l'aliénation. Ce n'est plus celui qui subit directement l'exploitation.

La déviation inverse, ouvriériste, qui consiste à affirmer que le prolétariat seul est révolutionnaire, nie de fait la notion d'aliénation. Alors que celle-ci existe à l'évidence hors de l'usine aussi. Ce sont les loisirs aliénants, la désinformation médiatique, la soumission à l'idéologie des objets et des gadgets.

Pour nous, le révolté n'est révolutionnaire que s'il structure sa révolte aux côtés des exploités, c'est-à-dire du prolétariat. Tout autant que le prolétariat n'est révolutionnaire que s'il prend conscience de son rôle et qu'il lutte. C'est la question de la position de classe par rapport à l'appartenance de classe. Il est étonnant que ce débat ne soit pas enfin clos !

Le côté politique de ce que l'on peut appeler "la vie quotidienne" (c'est-à-dire exploitation + aliénation + répression quotidiennes) est nié partout. Il y a là un point fondamental au sens fort. Ce constat de la disparition du politique, donc de la négation du seul terrain sur lequel nous pouvons nous battre pour reconquérir le monopole de l'emploi de notre vie ("faire la révolution", comme on dit parfois...), ce constat doit fonder notre analyse et notre pratique dans les années à venir.

Dépolitisation

La criminalisation des luttes va dans le même sens. Des plaintes ont été portées contre les grévistes pour piquet de grève, coups et blessures, etc. Cela revêt non seulement une signification directe qui est de mener par tous les moyens la répression, mais aussi un sens profondément antipolitique. Il s'agit finalement de déplacer la lutte du terrain politique vers le terrain judiciaire. Là encore : nier le politique.

La dépolitisation des syndicats se manifeste par leurs mots d'ordre creux (comme celui de "lutte pour la dignité") et leur pratique politicienne. Mais aussi par leur orientation vers le contrôle des comités d'entreprise plus que vers la lutte collective. Il s'agit d'un phénomène irréversible, et qui n'est pas isolé à la France. Les travailleurs, eux, s'auto-organisent et occupent le terrain laissé libre par les partis politiciens (extrême-gauche y compris) et les syndicats : le terrain politique de la lutte des classes.

Des enseignements plus directs ont aussi été tirés par les grévistes, qui ont travaillé à un bilan de leur lutte. Ce bilan lui-même est une victoire, car trop souvent on lutte puis, lors d'une lutte postérieure, on reproduit les mêmes erreurs que par le passé. C'est aussi un bon moyen de systématiser le rôle essentiel d'un conflit : renforcer la conscience de classe.

Enseignement pratique : l'occupation du siège social très rapidement, au début d'un conflit, est un moyen de pression sur le patronat très important. En outre, il permet de se débarrasser des syndicats en les forçant à se positionner très vite par rapport à la radicalité de la lutte. Cela évite le pourrissement, comme cela s'est passé pour Rufa (par exemple, la CGT n'a pris aucun contact avec le patron durant les trois premières semaines, a été inconséquente au niveau du soutien financier et a empêché la formation d'un comité de grève). C'est aussi une pratique concrète d'élévation du niveau d'affrontement.

Des questions restent posées : Quel rôle assigner aux médias : ne rien leur dire ou au contraire les abreuver d'informations ? Comment dévoiler pratiquement le sens politique des antagonismes et des conflits ?

Le conflit n'est pas fini !

Si la grève a pris fin, le conflit continue dans la mesure où de nombreuses plaintes ont été déposées contre des ouvriers de Rufa. Certains en accumulent plusieurs. Le patronat continue la lutte dans les prétoires. C'est aujourd'hui la règle. La solidarité doit donc continuer à s'exprimer. Les deux nécessités qui se font jour : réunir des fonds et trouver un avocat qui accepte de défendre les grévistes sur une position de classe. Avis à tous et merci d'envoyer argent et suggestions à Joël Lamy, Chemin du Pont Chalan, 14210 Baron sur Odon.



DISCOURS ET CONSENSUS

Le pouvoir totalitaire est le pouvoir qui ment sur tout, tout le temps.
La vérité est plus que jamais révolutionnaire.
*
Le consensus est totalitaire
car il englobe toute la société et tout l'individu,
soumis jusque dans ses comportements les plus intimes
aux modèles préconisés : standards
de consommation, de vie, de jouissance, de mort...
*
Puisqu'il est totalitaire, lutter contre le consensus
ne peut se justifier que par une vision avant-gardiste de la révolution,
qui implique une redéfinition radicale du sens
du progrès et de la civilisation.
Car jusqu'à maintenant, le progrès de la civilisation
n'a été que la répression des instincts
et les instincts individuels réprimés
ont "permis" à la société de progresser dans la "civilisation"...
*
Nous sommes en dehors de la "civilisation".
Hors-standard, hors-norme, hors consensus...
ou plutôt, *anticonsensus* !
*
Le consensus s'appuie sur la diffusion à grande échelle
des modèles, des standards de vie et de consommation,
la permanente intervention des médias dans la vie du citoyen,
le triomphe du spectacle sur la réalité...
Plus que tout cela à la fois, le consensus
est aussi un processus toujours mouvant.
*
Ceci dit, il n'est pas que l'illusion de l'accord de tous
sur tout puisque l'*illusion* est devenue première
par rapport à la réalité.
Le consensus est la *réalité* de l'accord de tous ou presque.
Il n'est pas *en soi* totalitaire :
il pourrait être l'harmonie parfaite...
Mais il est pourtant totalitaire. Car il use de ruses
pour faire croire à l'accord de tous. Et surtout,
parce que l'harmonie qu'il développe, fait vivre, fait s'étendre,
n'est qu'une harmonie du *néant*.
*
Que les vies des citoyens des pays capitalistes soient vides
est non un fait évident pour tous, premier,
mais relève d'une analyse.
Le consensus n'est pas un constat, banal, simple, premier.
Il est une construction très savante.
Le consensus est la paix perpétuelle.
Or, nous, nous haïssons *cette* paix-*là* parce que
nous aimons la vie !
*
Le discours sur la complexité du monde moderne n'est pas innocent.
Il est éminemment consensuel.
La thèse selon laquelle il y a complexification du monde
l'est tout autant. Nous serions entrés
dans l'ère de la complexité, qui va en s'accroissant :
ce serait donc l'ère de la complexification, tant du monde
que du discours, tant du pouvoir que des rapports de forces,
des rapports de domination et d'exploitation.
Si nous ne nions pas la complexité, en revanche, la complexification
nous apparaît comme un discours bourgeois, technocratique,
qui fait obstacle à la pensée utopique et à l'émancipation humaine.
Les experts en chaque domaine sont un danger,
car d'une part ils ont une vision d'expert, locale, réduite, séparée;
d'autre part, ils croient eux-mêmes être les seuls capables de "gérer"
leur "secteur d'intervention" car ils n'imaginent même pas
sa transformation ou... sa disparition ! Sa suppression !
Nous sommes, nous, experts en globalité et en mondialité !
Nous savons tout ! Nous comprenons tout !
Du moins suffisamment pour tout diriger...
*
L'utopie révolutionnaire réclame une vision globale,
donc à la fois complexe et unifiée.
La complexification n'existe que parce qu'elle divise tout sans jamais
montrer les liens.
Le discours bourgeois est le discours de la séparation.
Or, comment agir, avoir le pouvoir sur des entités "séparées" ?
Mieux vaudrait renoncer !
C'est ce à quoi nous exhorte le discours de la complexification.
Notre critique des idéologies parcellaires et des visions universitaires
est donc simple : nous les rejetons en bloc comme contraires,
dans leurs hypothèses les plus fondamentales, à la perception utopique
qui seule nous donne les bases théoriques révolutionnaires nécessaires
à la prise du pouvoir :
la vision globale du monde.